

## DIPLOMES SCOLAIRES ET POSTES DE TRAVAIL: L'ELABORATION DE LA STRUCTURE SOCIALE

*Sérgio Grácio*

*Universidade Nova de Lisboa*

A l'exception de quelques tendances de la recherche<sup>1</sup>, les sociologues ont en général pris comme point de départ de leurs analyses la structure sociale et ont été peu attentifs aux processus de son élaboration, quand, finalement, les changements sociaux dans nos sociétés offrent d'excellentes possibilités d'observer ces processus. On le constate par exemple dans le cas des études sur la mobilité sociale intergénérationnelle. Ou dans le cas du processus de scolarisation dans les sociétés scolarisées, qui permet d'étudier le rôle croissant de l'éducation scolaire dans l'élaboration de la structure sociale, si on conçoit celle-ci comme un espace multidimensionnel de positions sociales où chaque ensemble de positions est défini par les caractéristiques de la fonction dans la division du travail et par les caractéristiques des occupants des fonctions, c'est-à-dire, par leur recrutement social, sexuel et par classe d'âge, et par leur recrutement éducatif.

---

<sup>1</sup> Dans les études sur l'évolution de la mobilité on identifie à partir de chaque enquête deux structures sociales (celles de la première et de la deuxième générations), pour savoir les déterminations des trajectoires des agents, si nos sociétés sont en train de devenir plus méritocratiques, etc. On n'adopte pas le point de vue de l'influence des trajectoires dans l'élaboration de la structure sociale, à travers le changement dans le recrutement des catégories sociales. Pierre Bourdieu (1979: 128-144; 395) est une exception à cette tendance par sa proposition d'un espace social essentiellement construit à partir de trois dimensions et parce qu'il admet à partir de là, par exemple, qu'une position peut être entraînée par des changements dans le recrutement de la catégorie socio-professionnelle correspondante.

Les variations dans le recrutement éducatif des catégories sociales sont au moins aussi importantes que les variations dans leur recrutement social, sexuel et par classe d'âge<sup>2</sup>. Elles ont par conséquent une redéfinition des propriétés intrinsèques des positions sociales et de la perception, essentiellement syncrétique, que les agents ont des positions et aussi de leurs appréciations sur leur valeur<sup>3</sup> et sur leurs opportunités de les atteindre. Ce dernier aspect prend un relief particulier dans une période qui depuis plus de quinze ans est caractérisée par la coexistence d'une forte scolarisation avec une croissance économique modérée, ce qui instaure une situation de crise permanente due à la perte de la valeur des diplômes scolaires. Crise de légitimité de l'institution scolaire, d'un côté, mais, plus généralement, crise de la jeunesse, dont on trouve un indice clair dans l'invention sociale d'une problématique «jeune» qui, tout le porte à croire, est assumée par le discours et par l'action politiques<sup>4</sup> — y compris ceux des jeunes eux-mêmes — dans la mesure de l'extension et de la profondeur de la crise. L'expérience d'une bonne part des agents qui sont restés plus ou moins longtemps dans le système scolaire est marquée par la contradiction entre les opportunités sociales qui leur sont réellement offertes et les espérances associées à la possession des diplômes. Ces dernières ont par références des états déjà dépassés, ou en voie d'être dépassés (Freeman, 1976: 113-116), des rapports entre diplômes et postes de travail, références qui se constituent par la coexistence et par l'interaction de générations avec de différentes expériences scolaires et professionnelles.

\* \* \*

Ce travail a pour principal objet une analyse des modes d'élaboration et de réélaboration de la composante éducative de la structure sociale. On se reportera à des tendances récentes de la recher-

---

<sup>2</sup> Elles sont même probablement plus importantes. Les changements dans le recrutement social, sexuel et par classe d'âge dépendent étroitement des déformations de la structure socio-professionnelle, eux-mêmes liés à la marche de l'économie, tandis que le processus de scolarisation est caractérisé (on le verra ci-dessus) par des mécanismes de croissance qui le rendent plus régulier parce que moins dépendant de ces facteurs.

<sup>3</sup> On sait que ces évaluations dépendent de la position des agents: celui qui classe est classifié par sa classification. V. Bourdieu (1979) et aussi Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1983).

<sup>4</sup> Pour le cas portugais nous avons essayé de montrer que la crise implique le poids politique croissant de la politique éducative (Grácio, 1986). On peut d'ores et déjà ajouter qu'elle a ainsi entraîné la constitution d'une politique gouvernementale pour la jeunesse.

che qui nous semblent avoir donné d'importantes contributions en ce domaine et qui ont aussi montré le poids d'autres facteurs qui influent dans l'élaboration de la structure sociale. Les limitations d'espace ont empêché d'y inclure une analyse empirique sur la dévaluation des diplômés au Portugal.

\* \* \*

Les structures sociales sont à un double titre responsables par les actions des agents: d'un coté elles créent leurs dispositions morales et cognitives dans la mesure où elles règlent leur expérience passée et présente. D'un autre coté elles constituent, à chaque moment, les cadres significatifs et le champ des possibles qui permettent et qui délimitent la transformation des dispositions en actions et en interactions qui, à leur tour, ont une orientation et des effets définis sur le plan de la conservation, de l'élaboration ou de la destruction des structures<sup>5</sup>. Si la structure sociale est l'objet (et non le point de départ) de l'analyse, il faut connaître les structures qui sont responsables de son élaboration, c'est-à-dire qui sont à l'origine des actions et interactions des agents capables de la créer et de la soutenir<sup>6</sup>.

\* \* \*

On peut dès lors commencer par l'examen d'une série de conséquences des actions des propriétaires et dirigeants des entreprises en ce qui concerne les investissements économiques qu'ils réalisent. Supposons qu'elles impliquent une variation positive plus ou moins soutenue de la valeur du produit par tête. Les familles sont conduites vers une réévaluation des couts directs de l'éducation et, en particulier, vers une reformulation de leurs concepts concernant le rapport entre le rendement scolaire de la descendance et sa permanence à l'école, ce qui se traduira par une augmentation globale de la demande d'éducation<sup>7</sup>. La croissance économique a aussi une implica-

---

<sup>5</sup> Sur les rapports entre structure et action et l'intégration de ces notions dans une théorie du changement social v. Margaret Archer (1981, 1982).

<sup>6</sup> Pour utiliser deux termes que la tradition marxiste a célébrés il s'agit ici de «fils conducteurs» de l'analyse et non de «déterminations en dernière instance», notion trop voisine de celle de premier moteur. Comme le remarquent Henri Mendras et Michael Forsé (1983), la notion de premier moteur n'est pas adéquate pour l'étude du changement social.

<sup>7</sup> Tout porte à croire que les conduites des familles ne peuvent être interprétées à partir de l'hypothèse de leur adhésion (même tendancielle) à un calcul économique, du type «taux de rentabilité des dépenses» avec l'éducation (Page, 1971: 100). En effet, dans une situation où augmentent au même rythme les budgets familiaux, les salaires et les coûts directs de l'éducation, le taux de rentabilité de ces dépenses ne varie pas.

tion positive sur le plan de la formulation des ressources de l'État, qui est ainsi en mesure d'augmenter le réseau scolaire dans un rythme plus proche de celui de l'expansion de la demande<sup>8</sup>.

Par ailleurs, les patrons et dirigeants des entreprises accompagnent leurs actions d'amélioration des moyens de production d'un travail de réorganisation interne de la division des fonctions dans leurs établissements qui, comme l'a montré Randall Collins (1979), n'est pas uniquement orienté par les conditions techniques du processus productif mais est également un travail de domination sociale<sup>9</sup>, qui à été rendu possible, en particulier, par l'augmentation de la productivité des entreprises et de la demande de leurs produits. De telles actions ont un effet direct dans la déformation de la composante socio-professionnelle de la structure sociale<sup>10</sup>, avec une augmentation de la

---

Donc ce classique instrument d'analyse des économistes de l'éducation n'est pas capable d'expliquer la liaison, positive et empiriquement vérifiée, entre la croissance économique et la demande d'éducation. Il contient cependant quelques éléments qui suggèrent une explication. L'augmentation du rendement économique des familles est corrélatif d'un processus de reformulation des modes de vie, de l'éducation familiale et de l'attitude vers la descendance, où l'augmentation de certaines dépenses des budgets familiaux (v. g. alimentation) n'accompagne pas l'augmentation globale des dépenses; celles-ci se reportent davantage sur des biens qui jusqu'alors étaient considérés comme superflus, parmi lesquels l'éducation. D'autre part, il est certain que l'augmentation du rendement espéré de l'éducation contribue aussi à l'augmentation de la demande d'éducation. Pour utiliser encore une autre notion des économistes de l'éducation, s'il est vrai que la croissance économique élève les coûts indirects de l'éducation, parce qu'elle réduit le risque de chômage, un tel effet n'est pas suffisant pour contrecarrer les deux autres déjà rapportés. Finalement ces considérations génériques ne doivent pas faire oublier que la demande d'éducation à une composition sociale (Millot, 1979), ce qui influe notamment sur les décisions de politique éducative et par là sur la structure du système scolaire (Grácio, 1986).

<sup>8</sup> Imaginons en effet qu'une école s'implante pour la première fois dans une localité. On peut supposer qu'en gros la population avec de la descendance en âge scolaire se répartit en deux groupes, celui qui veut envoyer les enfants à l'école et celui qui n'envisage pas cette possibilité. Avec la scolarisation du premier groupe et par un mécanisme de constitution de groupes de référence à partir des réseaux locaux d'interconnaissance (pourquoi leurs enfants et pas les nôtres?), on peut penser qu'au bout d'un certain temps une bonne partie des enfants du deuxième groupe seront scolarisés.

<sup>9</sup> Dans lequel l'attribution des salaires constitue une importante dimension. Pour Lautier et Tortajada (1978: 182) un des problèmes des capitalistes est celui de trouver une correspondance entre la masse salariale et les différents travaux du «travailleur collectif».

<sup>10</sup> Plus précisément, c'est la variation différentielle de la productivité dans les différentes branches de la production, et de la demande finale des biens des branches, qui sont en partie responsables de la déformation de la structure socio-professionnelle, comme le signale Claude Thélot (1982: 50-52).

Luc Boltanski (1982: 368, 369) observe que ce n'est pas seulement l'augmentation interne de la productivité dans les pays industriels qui est responsable pour l'augmentation de la part des classes moyennes et supérieures dans la structure sociale, mais aussi «l'exploitation croissante dans les pays dits de la «périphérie», d'une réserve presque inépuisable de travailleurs concurrents et désarmés».

part des classes moyennes et supérieures dans la structure, ce qui entraîne un accroissement de la mobilité sociale ascendante<sup>11</sup>. Celle-ci, à côté de l'augmentation du rendement économique des agents et des familles, contribue, par la multiplication de la constitution de groupes de référence, pour accélérer le processus de diffusion des aspirations sociales<sup>12</sup>, et, par là, pour augmenter la demande d'éducation. La déformation de la structure sociale a aussi un autre effet positif, différé dans le temps, sur la demande d'éducation: la descendance des nouveaux occupants des positions moyennes et élevées essaiera d'empêcher sa régression sociale à travers de l'investissement éducatif<sup>13</sup>.

\* \* \*

Mais l'élaboration de la structure sociale dans ses composantes socio-professionnelle et éducative n'emprunte pas uniquement ces chemins. Les études comparatives de Maurice et Brossard (1974) et de Maurice, Garnier et Sylvestre (1979; 1982) sur des entreprises françaises et allemandes équivalentes d'un point de vue technico-économique, montreront qu'il existe de profondes différences entre les deux pays en ce qui concerne la façon dont les dirigeants des entreprises conçoivent et construisent leurs hiérarchies internes. On observe des différences systématiques d'après: les critères d'attribution des salaires et, donc, d'après les hiérarchies salariales; l'organisation de l'encadrement, qui est en particulier à l'origine du volume relatif des catégories de salariés; la définition des tâches et corrélativement la définition de la stratification du travail d'exécution, avec une plus ou moins grande reconnaissance des qualifications scolaires, donc une plus ou moins grande dépendance relativement à celles-ci de l'organisation du travail. En Allemagne la formation professionnelle est assumée conjointement et de façon massive par le système scolaire et par le patronat<sup>14</sup>. Elle structure les rapports de production et la nature des tâches en ne se bornant pas comme en

---

<sup>11</sup> Sur les causes structurelles de la mobilité sociale, en partie liées à la déformation de la composante socio-professionnelle de la structure sociale, v. par exemple Albert Simkus (1984), Robert Hauser et David Featherman (1977) et John Goldthorpe (1985).

<sup>12</sup> On trouve chez Tocqueville (1967: 267-281) et Max Weber (1971: 399) d'intéressantes analyses sur les rapports entre l'accélération de la production des aspirations et les processus de «modernisation» sociale.

<sup>13</sup> La signification pour un agent de sa destinée sociale dépend de la position sociale de sa famille (Boudon, 1973: 68, 69). La part croissante des salariés dans la population active qui est en général un effet de la croissance économique induit aussi une plus grande utilisation du système scolaire (Bourdieu, 1979: 147-157).

<sup>14</sup> V. à ce propos Lucie Tanguy et Annick Kieffer (1982) et Maurice, Garnier et Sylvestre (1982).

France à assurer l'adaptation des agents aux postes et l'étroite dépendance de leur statut vis-à-vis les entreprises. Si donc celles-ci valorisent peu les socialisations produites par les institutions éducatives, elles développent davantage leurs propres normes d'intégration et réciproquement.

\* \* \*

Une autre étude comparative (Autriche, France et Etats-Unis) a montré l'influence de la structure des systèmes scolaires et de leur degré d'autonomie relativement au monde des entreprises dans les modalités de la mobilité sociale intragénérationnelle, appréhendée à partir d'une catégorisation des agents qui combinait la fonction dans la division du travail et le segment du marché du travail (Max Haller *et al.*, 1985). L'action de l'État comme «employeur» direct et comme régulateur des processus de marché influait aussi sur la mobilité.

\* \* \*

L'étude empirique de Kerstholt et Luijckx (1984) réalisée en Hollande montra que la variance additionnelle dans le rendement économique des agents qui était due à la «classe sociale» est moins grande que la variance due au «statut social» (en contrôlant l'effet de chaque variable), résultat qui est exactement contraire à celui d'un travail de Wright et Perrone (1975) sur les Etats-Unis et qui a servi d'inspiration à celui de Kerstholt et Luijckx. Selon les auteurs, la différence est due pour une part au fait qu'en Hollande les salaires sont fréquemment déterminés sur la base de la «classification des fonctions», ce qui implique une classification des agents proche de celle qui découle de l'utilisation de la notion de statut; et aussi parce que les salaires d'un haut pourcentage de Hollandais sont fixés par la négociation entre le patronat et les syndicats, ce qui contrarie les mécanismes du marché libre, beaucoup plus actifs aux Etats-Unis.

\* \* \*

Il s'agit de travaux qui montrent une tendance à la reformulation d'objets scientifiques traditionnels à travers une approximation des résultats obtenus en différents spécialités d'une discipline (sociologie des organisations, de l'éducation, de la famille, des classes et de la mobilité), ou en des disciplines différentes (études des économistes sur la détermination des salaires et la segmentation du marché du travail<sup>15</sup> et études de la sociologie sur les inégalités)<sup>16</sup>. On voit à par-

---

<sup>15</sup> Pour un bilan de la théorie et de la recherche empirique sur la segmentation des marchés du travail v. Martin Carnoy (1981).

<sup>16</sup> D'autres travaux qu'on peut inclure dans cette tendance: celui de Richard Breen

tir de ces travaux comment l'élaboration de la structure sociale dépend des actions et des interactions de plusieurs catégories d'agents encadrés en des institutions (Etats, syndicats et associations patronales, école et famille, entreprises) qui sont articulées par certaines conceptions plus ou moins partagées par les catégories d'agents sur les réalités en cause. Etant historiquement constituées (Tanguy, Kieffer, 1982; Grácio, 1986), de telles conceptions sont ainsi partiellement responsables du degré d'interdépendance entre les séries d'enchaînements causaux qui soutiennent l'ensemble du processus d'élaboration.

\* \* \*

On peut appréhender une partie des interactions en jeu au point de confluence constitué par les stratégies des patrons et des dirigeants des entreprises devant l'augmentation des niveaux d'instruction des candidats aux postes de travail qui résulte du processus de scolarisation. Au delà des différences nationales en ce qui concerne la définition elle-même de la division du travail dans les entreprises et ses rapports avec la structure du système scolaire, l'agrégation des stratégies de recrutement entraîne une augmentation des niveaux d'instruction nécessaires à l'occupation des postes, ce qui a par conséquence de maintenir la forte liaison entre l'éducation et son rendement économique et social, en conservant ainsi intacts pour les agents les motifs de leur investissement éducatif<sup>17</sup>. La dévaluation des diplômes qui en résulte conduit à un processus de réaction en chaîne (Boudon, 1973: 177), où chaque supplément compensatoire de la demande d'éducation entraîne une nouvelle dévaluation et ainsi de suite<sup>18</sup>. Il s'agit d'un processus de causalité circulaire soutenant la croissance scolaire et qui rend celle-ci relativement indépendante de

---

(1984) sur l'influence, médiatisée par le segment du marché du travail, de l'origine sociale, du sexe et du niveau d'instruction sur la probabilité de se trouver au chômage; ou, sur un autre plan, celui de François de Singly (1982) sur le rôle du «fonctionnement domestique» et des stratégies de recrutement des entreprises dans la constitution de la composante sexuelle de la structure sociale.

<sup>17</sup> Conjoncturellement, la dévaluation des diplômes peut entraîner une rétraction de la demande d'enseignement correspondante mais une telle rétraction est seulement temporaire (Freeman, 1976).

<sup>18</sup> Pour voir comment la structure socio-professionnelle ne peut que supporter temporairement la croissance de la scolarisation sans dévaluation des diplômes v. Roger Girod (1981: 139-141). La dévaluation des diplômes apporte un démenti flagrant à la théorie du capital humain car elle est corrélative d'une diminution des inégalités éducatives de la population active qui n'a pas entraîné la diminution des inégalités économiques (Thurow, 1982). Pour une réfutation des théories du capital humain v. aussi Michael Faia (1981).

la conjoncture économique. Un autre mécanisme de même nature serait encore basé dans la croissance scolaire. En augmentant les niveaux d'instruction de la population, elle rendrait plus proches les socialisations familiales et les socialisations scolaires, en créant ainsi dans les descendance des générations successives des dispositions plus favorables à l'adaptation aux exigences de l'institution scolaire.



## BIBLIOGRAPHIE

- Archer, Margaret (1981), Systèmes d'enseignement, *Revue Internationale des Sciences Sociales*, XXXIII, n.º 2.
- Archer, Margaret (1982), Morphogenesis versus structuration: on combining structure and action, *The British Journal of Sociology* (33), n.º 4.
- Boltanski, Luc (1982), *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit.
- Boltanski, Luc; Thévenot Laurent (1983), Finding one's way in social space: a study based on games, *Social Science Information* (22), n.º 4-5.
- Boudon, Raymond (1973), *L'inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Paris, A. Colin.
- Bourdieu, Pierre (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- Breen, Richard (1984), Status attainment or job attainment? The effects of sex and class on youth unemployment, *The British Journal of Sociology*, XXXV, n.º 3.
- Carnoy, Martin (1981), La ségmentation des marchés du travail, in Carnoy; Levin, Henri; King, Kenneth, *Education, travail et emploi-II*, Paris, UNESCO.
- Collins, Randall (1979), *The Credential Society. An Historical Sociology of Education and Stratification*, N. York, Academic Press.
- Faia, Michael (1981), Selections by certification: a Neglected Variable in the Stratification Research, *American Journal of Sociology*, 1093-1111.
- Freeman, Richard (1976), *The Over-Educated American*, N. York, Academic Press.
- Goldthorpe, John (1985), On economic development and social mobility, *The British Journal of Sociology*, XXXVI, n.º 4.
- Girod, Roger (1981), *Politiques de l'éducation. L'illusoire et le possible*, Paris, PUF.
- Grácio, Sérgio (1986), *Política educativa como tecnologia social. As reformas do ensino técnico de 1948 e 1983*, Lisboa, L. Horizonte.
- Haller, Max, *et al.* (1985), Patterns of career mobility and structural positions in advanced capitalist societies: a comparison of men in Austria, France and the United-States, *American Sociological Review* (50), n.º 5.
- Hauser, Robert; Featherman, David (1977), *The Process of Stratification. Trends and Analysis*, N. York, Academic Press.
- Kerstholt, Frans; Luijkx, Ruud (1984), Class, status and income inequality, *The Netherlands Journal of Sociology*, (20), n.º 2.
- Lautier, Bruno; Tortajada, Ramon (1978), *École, force de travail et salariat*, Grenoble, PUG/Maspéro.

- Maurice, Marc; Brossard, Michel (1974), Existe-t-il un modèle universel des structures d'organisation?, *Sociologie du Travail*, (16), n.° 4.
- Maurice, Marc; Sellier, François; Sylvestre, Jean-Jacques (1979), La production de la hiérarchie dans l'entreprise: recherche d'un effet sociétal, *Revue française de sociologie*, XX, 331-365.
- Maurice, Marc; Sellier, François; Sylvestre, Jean-Jacques (1982), *Politique d'éducation et organisation industrielle en France et en Allemagne. Essai d'analyse sociétale*, Paris, PUF.
- Mendras, Henri; Forsé, Michel (1983), *Le changement social*, Paris, Economica.
- Millot, Benoît (1979), Analyse critique de la «demande d'éducation». L'exemple de l'enseignement supérieur, in Eicher, Jean-Claude; Lévy-Garboua, Louis (org.), *Economique de l'éducation*, Paris, Economica.
- Page, André (1971), *L'économie de l'éducation*, Paris, PUF.
- Perrone, Luca; O. Wright, Erik (1975), Classi sociali, scuola, occupazione e reddito in USA, *Quaderni di Sociologia*, XXIV, n.° 1-2.
- Simkus, Albert (1984), Structural Transformations and Social Mobility: Hungary 1938-1973, *American Sociological Review*, (49).
- Singly, François de (1982), Marriage, dot scolaire et position sociale, *Economie et Statistique*, n.° 142.
- Tanguy, Lucie; Kieffer, Annick (1982), *L'école et l'entreprise. L'expérience des deux Allemagnes*, Paris, La Documentation Française.
- Thélot, Claude (1982), *Tel père, tel fils?*, Paris, Dunod.
- Thurow, Lester (1982), The failure of education as an economic strategy, *The American Economic Review* (72), n.° 2.
- Tocqueville, Alexis de (1967), *L'ancien régime et la révolution*. Paris, Gallimard.
- Weber, Max (1971), *Economie et société*, Paris, Plon.